

La crise à l'Est de la RDC : lecture socio-politique d'un conflit longtemps réduit à sa dimension sécuritaire

Depuis le début de l'année 2025, la République démocratique du Congo traverse une phase critique : escalade militaire dans l'est, tentatives de négociation de paix mêlées à des intérêts extérieurs, déplacements massifs de population, et violations graves des droits des femmes et des enfants. Cet article examine les tensions entre les promesses d'accords internationaux, les réalités sur le terrain, et les conséquences humanitaires et sociales. Notre pays vit une crise profonde humaine, politique, morale et économique entretenue par des intérêts étrangers et des complicités internes.

En mars 2025, sous la médiation du Qatar et avec l'appui stratégique de Washington, un accord de cessez-le-feu est signé entre la RDC et le Rwanda. Présenté comme une avancée diplomatique majeure, cet accord s'inscrit dans un processus plus large de "paix économique" visant à stabiliser la région à travers des intérêts commerciaux communs, notamment dans l'exploitation des ressources stratégiques comme le cobalt et le coltan.

Mais pour beaucoup, cette initiative n'est rien d'autre qu'un blanchiment diplomatique du groupe rebelle M23, soutenu militairement par Kigali. Le M23, responsable de massacres de civils, de pillages, de violences sexuelles, et de déplacements massifs, reste toujours actif dans plusieurs territoires occupés, malgré l'engagement officiel à cesser les hostilités.

Nous refusons de nous taire pendant que l'histoire se répète, pendant que nos vies, nos terres et nos richesses sont marchandées au nom d'une paix de façade.

Une paix sous conditions économiques

Ce que certains appellent "accords de paix" n'est, dans les faits, qu'un marché de minerais déguisé. Sous l'administration de Donald Trump, plusieurs initiatives diplomatiques ont présenté la "stabilité régionale" comme priorité, mais en réalité, il s'agissait de sécuriser l'accès américain et occidental aux minerais stratégiques du Congo : le cobalt, le coltan, l'or, essentiels à l'industrie mondiale. Ces accords dits "commerciaux de paix", tout comme les négociations de Doha, n'ont pas cherché à défendre le peuple congolais, mais à légaliser la présence et les intérêts économiques étrangers, en particulier ceux liés au Rwanda et à l'Ouganda. Résultat le M23, mouvement pourtant responsable de massacres et de violations massives, a été blanchi politiquement et continue d'occuper des territoires à l'Est, en toute impunité.

Occupation, massacres et déplacement des populations

Des milliers de familles ont perdu leurs maisons, leurs champs, leurs villages. Elles vivent aujourd'hui dans des camps de déplacés, sans accès à l'eau, à la santé ni à la sécurité. Les

femmes et les enfants paient le prix le plus lourd : violées, exploitées, abandonnées. Cette tragédie se déroule sous les yeux du monde, avec une communauté internationale souvent silencieuse ou complice. L'avancée du M23 et d'autres groupes armés, ainsi que les projets miniers industrialisés, ont provoqué des déplacements massifs de populations dans le Nord-Kivu, l'Ituri et le Lualaba. Des villages entiers ont été rasés, des terres agricoles confisquées, des familles expulsées sans compensation ni espoir de retour. Selon Amnesty International (2023), dans les zones minières autour de Kolwezi, des expulsions forcées ont été menées pour laisser place à de grandes compagnies extractives. À l'Est, l'occupation militaire de territoires par le M23 a entraîné la destruction de centaines d'habitations et contraint des centaines de milliers de personnes à fuir vers des camps de fortune, dans des conditions humanitaires catastrophiques. Les plus vulnérables, femmes et enfants, sont les premières victimes de ce conflit chronique. Violées, enlevées, enrôlées de force, utilisées comme boucliers humains ou esclaves domestiques, les violences à leur encontre atteignent des niveaux alarmants. Une enquête de MSF (2024) dans les camps autour de Goma révèle que près de 1 femme déplacée sur 10 a été violée au cours des 6 derniers mois. UNICEF dénonce également une explosion des violences sexuelles, des recrutements forcés d'enfants soldats et de la malnutrition aiguë dans les zones de conflit.

À chaque sommet, à chaque discours, on promet la fin des hostilités. Mais sur le terrain, la guerre continue, les armes circulent, et les responsables des crimes profitent des ressources minières qu'ils ont contribué à piller. La corruption endémique au sein du pouvoir politique et économique ronge tout espoir de changement. Face à l'ampleur des crimes et à l'impunité persistante, le gouvernement congolais a mis en place le Fonds National de Réparation des Victimes (FONAREV). Ce mécanisme vise à répondre aux besoins de justice réparatrice des survivantes et survivants, en leur apportant un soutien psychologique, médical, économique. Bien que la création du FONAREV ait été saluée comme une avancée vers la justice réparatrice en faveur des victimes des atrocités commises dans l'Est du pays, de nombreuses critiques émergent quant à la transparence de sa gestion. Plusieurs acteurs de la société civile dénoncent l'absence de mécanismes clairs de suivi des fonds, l'opacité des critères d'attribution des réparations et le manque de résultats concrets sur le terrain. Dans un pays régulièrement classé parmi les plus corrompus au monde, certains observateurs craignent que ce type de structure serve davantage à blanchir des fonds publics ou à alimenter les circuits d'enrichissement personnel de certains responsables, plutôt qu'à soulager réellement les souffrances des survivants. Malgré les annonces gouvernementales, les victimes attendent toujours les réparations promises, tandis que les budgets affectés disparaissent souvent sans explication claire. Cette situation contribue à l'érosion de la confiance entre les populations affectées et les institutions publiques, et alimente un sentiment d'injustice et d'abandon. Des fonds créés pour aider les victimes comme le FONAREV sont détournés ou gérés sans transparence et créent une entreprise pour s'enrichir et blanchir l'argent de pays. Pendant que les victimes attendent réparation, justice, dédommagement, certains s'enrichissent grâce à leur souffrance. La quota de 11 % de la redevance minière légalement attribuée au FONAREV (depuis la loi de décembre 2022) soulève beaucoup d'interrogations. L'ONG

CASMIA-G exige la publication des montants perçus depuis 2022 et leur justification d'utilisation, car il n'y a pas de communication officielle transparente à ce sujet Redevance minière : CASMIA-G ASBL somme le FONAREV de rendre des comptes sur la quotité de 11% - [Surveillance.cd](#) . Des accusations plus graves concernent le détournement présumé de sommes importantes. Le mouvement LUCHA a revendiqué que près de 19 millions de dollars destinés aux réparations (d'une part vers le FONAREV, en lien avec le FRIVAO) auraient été détournés RDC-Détournement présumé de fonds : la LUCHA exige la démission de Constant Mutamba et un audit du FONAREV et du FRIVAO | Congo Rasure . Le pouvoir s'est installé dans le confort, insensible à la détresse du peuple, occupé à protéger ses privilèges plutôt qu'à résoudre les causes profondes du conflit. Même les institutions démocratiques, comme l'Assemblée nationale, se sont éloignées de leur rôle. Elles débattent de futilités pendant que le pays s'effondre, que la population s'appauvrit et que la sécurité disparaît.

Répression et rétrécissement de l'espace démocratique

A Kinshasa, le pouvoir central semble enfermé dans une bulle de confort. La corruption reste endémique, les élites s'enrichissent grâce aux concessions minières, aux partenariats sécuritaires et aux accords opaques, pendant que la majorité du peuple croupit dans la pauvreté et l'insécurité. Au lieu d'ouvrir un débat national inclusif sur la reconstruction du pays, le régime de Félix Tshisekedi a choisi de réprimer les mouvements citoyens, comme La LUCHA ou Filimbi, accusés à tort de déstabiliser le pays. Arrestations arbitraires, interdiction de manifestations, menaces judiciaires, contrôle des médias : la liberté d'expression est chaque jour davantage muselée.

Des militants de La LUCHA, de Filimbi, et d'autres mouvements citoyens sont arrêtés arbitrairement, parfois torturés, pour avoir simplement exprimé leurs opinions le cas d'un militant de la LUCHA Jedidia MABELA en prison dans la Tshopo <https://m.election-net.com/article/kisangani-la-lucha-oppos-e-la-condamnation-injuste-et-politique-de-jedidia-mabela>

Des manifestations pacifiques sont réprimées, la liberté d'expression est menacée, et les voix critiques sont traitées comme des ennemis de l'État. Mais nous le répétons : réprimer la vérité ne fait que retarder la justice. Les Congolais ne demandent pas la guerre. Ils demandent la justice, la dignité, la responsabilité et la fin de l'impunité. Au-delà des manifestations nous avons aussi à Goma un collectif pour aider les populations vulnérables : GOMA ACTIF est une initiative spontanée des jeunes de la ville de Goma. Partageant l'amour pour leur ville, conscients de ses vulnérabilités, des jeunes de toute catégorie socioprofessionnelle et culturelle se sont bénévolement engagés à agir, en répondant notamment aux différentes crises qui affectent ou qui pourraient affecter la ville de Goma.

Il faut nommer les choses, le Rwanda joue un rôle central et destructeur dans la crise à l'Est de la RDC. Ce pays soutient, finance et arme des groupes rebelles comme le M23 pour

contrôler illégalement les minerais congolais. Et pourtant, malgré les preuves, malgré les rapports de l'ONU, aucune sanction réelle n'est appliquée. Les grandes puissances ferment les yeux, car ces minerais alimentent leurs industries et leur économie. Quel est l'impact de la présence du M23 et d'autres milices sur les efforts de la paix appuyés par l'ONU ? Dans les cas où l'UE soutient des gouvernements qui restreignent les libertés civiles, quelles sont les lignes rouges qu'elle se fixe ? Plusieurs questions restent sans réponse ; c'est une hypocrisie internationale ; on parle de droits humains le jour, mais on finance des tueurs la nuit. Pour que le Congo retrouve la paix, il faut changer de logique. Pas des accords de façade, mais un processus fondé sur la justice, la vérité et la souveraineté réelle du peuple congolais.

Voici ce que nous proposons comme citoyens :

1. Mettre fin à l'impunité totale : que les responsables des massacres, des viols, des pillages qu'ils soient congolais ou étrangers soient jugés.
2. Rendre le FONAREV indépendant et transparent, sous contrôle des victimes et de la société civile.
3. Rompre avec les accords d'exploitation inégaux et protéger les ressources naturelles au bénéfice du peuple.
4. Renforcer les institutions locales et la justice, au lieu de tout centraliser à Kinshasa.
5. Garantir la liberté d'expression et la protection des militants, journalistes et défenseurs des droits humains.
6. Mettre fin à la complicité internationale avec le Rwanda et exiger des sanctions réelles contre tout pays ou entreprise impliqué dans le pillage du Congo.

Conclusion

La paix en RDC ne pourra se construire sur l'oubli, le marchandage, ou l'impunité. Elle ne sera durable que si elle inclut :

- la reconnaissance des crimes commis, la restitution des terres, la justice pour les victimes, le démantèlement des réseaux d'exploitation illégale,
- la fin de la complicité entre les pouvoirs locaux et les intérêts étrangers.

La population congolaise mérite mieux qu'un silence imposé, une paix sous condition, ou une gouvernance vendue au plus offrant. Elle mérite la vérité, la justice, et un avenir digne.

Nous ne voulons pas d'une paix dictée par les puissants.

Nous voulons une paix bâtie sur la justice, la dignité et la vérité.

Et tant qu'il le faudra, La LUCHA continuera de parler, d'agir et de résister pacifiquement parce que le silence, face à l'injustice, est déjà une forme de trahison. Notre lutte n'est pas contre

un homme, mais contre tout un système. Notre rêve n'est pas une victoire politique, mais une victoire humaine.

Le Congo mérite la justice sociale et la dignité humaine.

Références

- <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/07/drc-peace-deal-with-rwanda-fails-to-address-serious-crimes-committed-in-eastern-drc>
- <https://www.msf.org/msf-survey-shows-scale-violence-against-displaced-women-eastern-drc>
- [https://www.unicef.org/media/169116/file/DRC-Humanitarian-SitRep-No.1-\(Upsurge-in-Conflict\)-15-March-2025.pdf](https://www.unicef.org/media/169116/file/DRC-Humanitarian-SitRep-No.1-(Upsurge-in-Conflict)-15-March-2025.pdf)
- <https://english.almayadeen.net/news/politics/m23-rebels-executed-civilians-in-goma--including-woman--chil>
- <https://actualite.cd/2025/10/04/un-appel-collectif-la-liberation-immediate-du-militant-jedidia-mabela>

Rebecca KABUO, militante de la LUCHA et bénévole au sien du collectif GOMA ACTIF